



Appel au Président de la République en faveur d'un retour à une Région Alsace

Ce que les Alsaciens déplorent en premier lieu dans la situation actuelle, c'est de ne plus être reconnus en tant que tels, au travers d'une institution politique régionale pleine et entière. C'est donc en premier lieu une question d'identité.

Le schéma de pensée qui a conduit à la réforme territoriale de 2015 était résumé par Madame Lebranchu¹, alors ministre en charge des Collectivités territoriales. En France disait-elle, la région « est un outil institutionnel pas un outil de reconnaissance culturelle ou historique ». N'étant pas reconnue dans son identité, il était alors aisé de faire disparaître la Région Alsace.

C'était faire l'impasse sur une réalité psychosociologique, à savoir que le dynamisme des hommes et des sociétés est directement conditionné par leur sentiment d'appartenance et que leurs ressorts profonds se trouvent dans la diversité. Les hommes et les sociétés se nourrissent de différences. En contrepartie, la non-reconnaissance de diversités et donc d'identités se traduit toujours par de la minorisation ou de l'exclusion de réalités porteuses de potentialités.

La reconstitution d'une part, d'une région acceptée dans son contour et d'autre part, la reconnaissance de l'Alsace dans son identité, fortement marquée de rhénanité, ne pourront que profiter, en ce que cela créera de dynamisme, certes à l'Alsace, mais aussi à la France tout entière.

Nous, signataires du présent appel, demandons au Président de la République d'agir de sorte que l'Alsace redevienne une région de plein exercice.

Les premiers signataires :

Klein Pierre, président de l'Initiative citoyenne alsacienne

¹ Propos tenus Alsace en 2015. Cf. DNA du 25 avril 2015.